



Communiqué de presse

La réunion de haut niveau sur le VIH/sida des Nations Unies à New York

Aucune fin de l'épidémie de sida sans lutte contre l'exclusion

(MMS/ Aide Suisse contre le Sida / New York, le 7 juin 2016) À compter de demain, des représentants gouvernementaux de 193 États membres des Nations Unies et plus de 560 représentants et représentantes de la société civile discuteront de la déclaration politique pour mettre un terme au sida à l'horizon 2030. Pour ce faire, la lutte à l'échelle mondiale contre la stigmatisation et la discrimination des groupes particulièrement à risque est indispensable – une large coalition de gouvernements conservateurs s'y oppose.

La réunion de haut niveau des Nations Unies (NU) sur le VIH/sida, qui aura lieu du 8 au 10 juin à New York, doit adopter une déclaration politique pour mettre un terme à l'épidémie de sida d'ici à 2030. Le projet de Déclaration très prometteur est disponible sous le titre «*On the Fast-Track to accelerate the fight against HIV and to End the AIDS Epidemic by 2030*». Il repose sur les droits de l'homme, s'en prend à la discrimination et à la stigmatisation des groupes de population particulièrement à risque, se base sur l'égalité des genres et l'accès universel à toutes les prestations sanitaires.

La mise à l'écart menace cette réunion

L'exclusion de 22 organisations non gouvernementales (ONG) imposée par certains États membres fait figure de scandale en amont de la réunion. Ces ONG s'engagent pour les droits de groupes à risque d'infection par le VIH tels que les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les transsexuels et les consommateurs de drogue. Ce sont des groupes de population qui sont particulièrement touchés par l'épidémie de sida. Derrière cette mise à l'écart on retrouve la stigmatisation, la discrimination et des lois empêchant à ces groupes de population d'accéder à une prévention complète, au traitement, aux soins et à l'accompagnement en matière de VIH. «Si nous voulons atteindre l'objectif de mettre fin au sida, tel qu'il se trouve dans la déclaration politique actuelle et tel que le promeut l'ONUSIDA comme objectif, des représentants de ces groupes à risque doivent pouvoir participer», déclare Carine Weiss du Réseau Medicus Mundi Suisse, «Car il incombe à la société civile de rappeler aux gouvernements qu'ils ont des obligations et de défendre les droits des groupes à risque».

Sans le respect des droits de l'homme, le VIH/sida ne peut être endigué

«Un futur sans sida ne peut être réalisé si des inégalités sociales, juridiques, sexospécifiques et économiques continuent à saper l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'accompagnement en matière de VIH», dit également Daniel Seiler de l'Aide Suisse contre le Sida. Parmi les près de 37 millions de personnes qui vivent avec le VIH, plus de 19 millions ne connaissent par leur statut. Ce fait est alarmant. Il faut faire tomber la stigmatisation et la discrimination si nous voulons atteindre des groupes particulièrement à risque.

Pourtant dans le monde entier, la société civile craint que cette réunion de haut niveau n'aboutisse pas aux engagements politiques et financiers souhaités pour endiguer réellement l'épidémie de sida d'ici à 2030.



Adresse de contact pour d'autres informations

À New York: Carine Weiss, chargée de projet chez Medicus Mundi Suisse et coordinatrice d'aidsfocus.ch

Tél. 061 383 18 10 / 079 897 75 85 cweiss@medicusmundi.ch.

En Suisse: Daniel Seiler, Directeur de l'Aide Suisse contre le Sida

Tél +41 44 447 11 22 (direct) | Tél +41 44 447 11 11 (centrale) | Portable +41 79 655 55 34

Réunion de haut niveau sur le VIH/sida au siège principal de l'ONU à New York du 8 au 10 juin

Depuis l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, cette réunion de haut niveau a lieu à intervalles réguliers, la dernière datant de 2011. Les déclarations politiques adoptées à cette occasion, auxquelles la Suisse a contribué systématiquement de manière décisive, ont posé des jalons dans la lutte contre le VIH/sida dans le monde entier.

Depuis avril 2016, les négociations relatives à la déclaration politique de 2016 sont en cours. Les thèmes controversés sont: les groupes clés (key populations), le financement, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), l'éducation sur la sexualité, la santé sexuelle et reproductive et les droits.

L'objectif de cette réunion:

- ⇒ L'adoption de la Déclaration politique de 2016 de l'Assemblée générale des Nations Unies «*On the Fast-Track to accelerate the fight against HIV and to End the AIDS Epidemic by 2030*»
- ⇒ La création d'un élan pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 dans le secteur du VIH/sida afin de pouvoir mettre fin à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 en tant que menace de santé publique.

Avec la Zambie, la Suisse est co-directrice de cette réunion de haut niveau. La Suisse se rend à New York avec une grande délégation composée de représentants du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et du Département fédéral de l'intérieur (DFI) et de la société civile.

Avec Carine Weiss, chargée de projet, le **Réseau Medicus Mundi Suisse (MMS)** représente la société civile dans la délégation suisse. De cette manière, la Suisse signale clairement l'importance de la société civile dans la lutte contre le VIH/sida. MMS est soutenu par près de 51 organisations suisses qui sont actives dans la coopération internationale pour la santé. Avec son groupe spécialisé *aidsfocus.ch*, MMS aborde, depuis plus de dix ans déjà, les causes et les conséquences du VIH et les stratégies de lutte contre l'épidémie dans un contexte international.

Documentation :

La documentation relative à la réunion à New York sera enregistrée sous www.aidsfocus.ch.

Documentation disponible sur la page Web de l'ONUSIDA (anglais, français): High Level Meeting (HLM) on Ending AIDS:

<http://www.hlm2016aids.unaids.org/index.php/fr/home-fr/>

http://www.unaids.org/sites/default/files/20160510_HLM_MA_fr.pdf

#HLM2016AIDS